

Unité bidépartementale Eure-Orne
1, avenue du Maréchal Foch
27000 ÉVREUX

ÉVREUX, le 27/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCI du Vieux Grenets

Route des Six Chemins
14430 Saint-Léger-Dubosq

Références : UBDEO.2023.10.400.ERC.AB
Code AIOT : 0005800828

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2023 dans la propriété de la SCI du Vieux Grenet (ancien locataire Recyclage FMC) implanté Zone Industrielle Saint Ulfran 27500 Pont-Audemer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI du Vieux Grenet
- Zone Industrielle Saint Ulfran 27500 Pont-Audemer
- Code AIOT : 0005800828
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La liquidation judiciaire avec cessation d'activité du site Recyclage FMC est effective au 6 décembre 2021. La décision a été prononcée par le tribunal de commerce le 2 décembre 2021.

Recyclage FMC était locataire dans la zone Industrielle Saint Ulfran 27500 Pont-Audemer (section AW n°18). Le propriétaire de cette parcelle est la SCI du Vieux Grenet.

L'objectif de la visite est de faire un point de situation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité – Responsable du site	Code de l'environnement du 28/12/2017, article L556-3	/	Mise en demeure, déchets	13 jours
2	Cessation d'activité – Mesures à mettre en place	Code de l'environnement du 19/12/2022, article R512-75-1	/	Mise en demeure, déchets	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose une mise en demeure de la SCI du Vieux Grenet en procédant sous 1 mois à :

- mettre son site en sécurité (clôture sur tout le pourtour de l'établissement, tampon sur le débourbeur-dehuilleur) ;
- nettoyer le débourbeur-deshuilleur ;
- évacuer la totalité des déchets dangereux et non dangereux, et en transmettant à l'inspection sous 2 mois les justificatifs de cette élimination ;
- réaliser une étude de sol sur l'ensemble du site avec proposition d'un plan de gestion des pollutions détectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité – Responsable du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2017, article L 556-3
Thème(s) : Illégaux, Cessation d'activité – Responsable du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] II. — Au sens du I, on entend par responsable, par ordre de priorité :</p> <p>1° Pour les sols dont la pollution a pour origine une activité mentionnée à l'article L. 165-2, une installation classée pour la protection de l'environnement ou une installation nucléaire de base, le dernier exploitant de l'installation à l'origine de la pollution des sols, ou la personne désignée aux articles L. 512-21 et L. 556-1, chacun pour ses obligations respectives. Pour les sols pollués par une autre origine, le producteur des déchets qui a contribué à l'origine de la pollution des sols ou le détenteur des déchets dont la faute y a contribué ;</p> <p>2° A titre subsidiaire, en l'absence de responsable au titre du 1°, le propriétaire de l'assise foncière des sols pollués par une activité ou des déchets tels que mentionnés au 1°, s'il est démontré qu'il a fait preuve de négligence ou qu'il n'est pas étranger à cette pollution.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par jugement du 24 juin 2021, le tribunal de commerce avait prononcé la liquidation judiciaire avec poursuite d'activité de la SAS Recyclage FMC, Route de Saint-Paul, zone artisanale de Saint Ulfrant</p>

à Pont Audemer et nommé la SCP MANDATEAM, en la personne de Maître DIESBECQ en qualité de liquidateur judiciaire.

Un arrêté de mise en demeure a été établi à l'encontre de Recyclage FMC représentée par SELARL FHB, en sa qualité d'administrateur judiciaire, de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 1998 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 octobre 2013.

Un arrêté de consignation a été réalisé auprès de Recyclage FMC représentée par la SCP MANDATEAM en qualité de liquidateur judiciaire, légalement responsable de la procédure de cessation d'activité de la SAS Recyclage FMC.

Par courrier du 9 décembre 2021, SCP MANDATEAM a informé l'inspection des installations classées du jugement du tribunal de commerce du 2 décembre 2021 prononçant la liquidation judiciaire avec cessation d'activité de la SA Recyclage FMC, Route de Saint Paul, zone artisanale de Saint Ulfrant à Pont Audemer au 6 décembre 2021.

Le 22 mars 2023, le liquidateur judiciaire informe l'inspection que la liquidation judiciaire ne dispose pas de moyens suffisant pour permettre d'engager les travaux correspondant à l'arrêté de consignation.

Les actions de police administrative à l'encontre de l'exploitant et de son représentant durant la liquidation judiciaire (SELARL FHB mandataire judiciaire et SCP MANDATEAM liquidateur judiciaire) ont été épuisées.

L'article L. 541-2 du code de l'environnement stipule que tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de leur gestion jusqu'à leur élimination ou valorisation finale.

Ainsi, le propriétaire du terrain sur laquelle est située l'installation peut également être considéré comme responsable subsidiaire à deux titres distincts : soit en tant que détenteur des déchets, soit dans une situation de pollution des sols possible ou avérée, s'il n'y est pas étranger ou s'il a été négligent en application de l'article L. 556-3 du code de l'environnement.

Un lien clair existe entre le propriétaire et l'exploitant. La SAS Recyclage FMC était locataire du site. Le site appartient à la SCI du Vieux Grenet dont le gérant est Monsieur SIX qui était également président et gérant de la SAS Recyclage FMC.

Par courriel du 2 mars 2023, SCP MANDATEAM informe l'inspection avoir précédemment résilié le bail de la SAS Recyclage FMC et restituer les clefs du site à la SCI du Vieux Grenet qui a désormais la garde de ce dernier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Cessation d'activité – Mesures à mettre en place

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2022, article R.512-75-1

Thème(s) : Illégaux, Cessation d'activité – Mesures à mettre en place

Prescription contrôlée :

I.-La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

- 1° La mise à l'arrêt définitif ;
- 2° La mise en sécurité ;
- 3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;
- 4° La réhabilitation ou remise en état.

Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.

II.-Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité.

Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable.

III.-La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

- 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

V.-En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

VI.-La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.

Constats :

L'inspection a constaté que depuis la dernière visite la situation s'est quelque peu dégradée.

Les déchets non valorisables, déjà présents lors de l'inspection du 1^{er} mars 2023 sont toujours sur le site.

Notamment :

- un tas de DIB normaux : quantité estimée à 600 tonnes
- un tas de bois : quantité estimée à 100 m³
- un tas de verre : quantité estimée à 0,3 tonne
- un tas de pneu : quantité estimée à 2m³

- un tas de cartons : quantité estimée à 1,5 m³,
- un tas de gravats : quantité estimée à 90 m³,
- un tas de tapis (caoutchouc) : quantité estimée à 20 m³,
- des déchets éparpillés a même le sol.

Les 2 bungalows (anciens bureaux) sont restés sur le site ainsi que le pont bascule.

Lors de la visite du 16 octobre 2023, l'inspection a constaté que la quantité de déchets éparpillés au sol avait augmenté d'environ 5m³, de plus une plaque fibro-amiante a été mélangée à ces déchets.

L'installation est accessible en permanence, des grilles servant de clôture ont été ôtées. Des gens du voyage, installés sur le parking annexé au site, stockent notamment sur le site 4 batteries de véhicules. L'apport de nouveaux déchets sur le site atteste qu'il y a des intrusions.

De nombreuses traces de pollutions sont visibles sur le sol (hydrocarbures, ...) pouvant entraîner une pollution des sols et des eaux souterraines.

Des traces de brûlage sont également perceptibles.

Les tampons du débourbeur-deshuileur ont tous été ôtés. Cet ouvrage présente un risque de noyade. Au moment de la cessation d'activité, le débourbeur-deshuileur n'avait pas été nettoyé.

La surface de la dalle béton se situant sous les déchets est toujours inférieure à la quantité de déchets reçus. Cette dalle n'a jamais été raccordée au débourbeur-deshuileur-. De même, d'autres déchets non dangereux et dangereux ne se situent pas au-dessus de la dalle béton.

Ainsi, les déchets présents sur le site peuvent présenter un risque d'incendie et de pollution du milieu.

L'absence d'aires étanches et la présence d'aire étanche non raccordée à un système de traitement impliquent que les eaux météorites ne sont pas collectées afin d'être dirigées vers des dispositifs de traitement. Ces eaux potentiellement polluées s'infiltreront directement et sont donc susceptibles d'entraîner une pollution des sols et des eaux souterraines.

Ainsi, le site n'est pas mis en sécurité, du fait de :

- l'absence de clôture sur la totalité du site, permettant des intrusions et le dépôt de nouveaux déchets. De plus, un risque de noyade est présent sur le site suite à l'absence de tampon sur le débourbeur-deshuileur.
- la non-évacuation des nombreux déchets présents, dont des déchets dangereux et des déchets combustibles.
- la non-suppression des risques incendies.
- l'absence de diagnostic sur les effets de l'installation sur son environnement.

La présence de l'ADEME a permis de caractériser la menace (estimation du potentiel de danger et de la probabilité d'impact sur le site au regard des déchets présents). Au regard des constats effectués lors de la visite du 16/10/2023, aucune proposition d'intervention n'est retenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 15 jours